LETTRE D'INFORMATION N° 12 - SEPTEMBRE 2012

MANAGEMENT ET RESSOURCES HUMAINES

LE RESEAU DES CADRES ET DE L'EXPERTISE TERRITORIALE

Sommaire

À LA UNE
AGENDA
MANAGEMENT
POLITIQUE ET STRATÉGIE RH
FORMATION - CONCOURS
GESTION DES EMPLOIS ET COMPÉTENCES
SANTE ET SECURITÉ AU TRAVAIL
GESTION STATUTAIRE - RETRAITE

À LA UNE

Audit de la Cour des Comptes : réaction de l'AMF et de l'AdCF sur l'évolution des personnels territoriaux

L'AMF et l'AdCF tiennent à rappeler que les effectifs dans les communes et les intercommunalités se sont stabilisés dès 2009 et que les derniers chiffres montrent une diminution des recrutements en 2011
Communiqué de l'AMF et de l'ADCF du 4 juillet 2012

Accès des agents publics au secteur privé : rapport d'activité 2011 de la Commission de déontologie de la fonction publique

Le rapport comporte deux parties : la première traite du cas des agents des trois fonctions publiques cessant leurs fonctions ou bien demandant à exercer un cumul. La seconde concerne les avis sur la participation des chercheurs à la création d'entreprise ou aux activités des entreprises existantes.
Ministère de la Réforme de l'État, de la Décentralisation et de la Fonction publique, 17 juillet 2012

Collectivités territoriales : comment améliorer les conditions de travail ?

Un fait significatif des changements, depuis quelques années, dans la fonction publique territoriale. La traduction, sans doute, des transformations d'une fonction publique s'organisant sur fond de décentralisation, de transferts ou de regroupements de compétences inscrits dans trois lois (1982, 1984 et 2004).
Travail & changement, n° 344, juillet-août 2012

La croissance des effectifs dans la fonction publique territoriale ralentit depuis 2008

Fin 2010, près de 1,88 million d'agents, tous statuts confondus, sont employés par environ 43 600 collectivités locales : en six ans ce sont près de 287 000 emplois nets qui ont été créés, dont environ 135 000 dus aux transferts de personnel induits par la loi relative aux libertés et responsabilités locales de 2004.
DGCL - Bis 89 - 2012-07-30

Revivez les Rencontres des acteurs publics 2012

Marylise Lebranchu : "Nous voulons une fonction publique exemplaire" vidéo
Faut-il fusionner les trois fonctions publiques ? vidéo
Les syndicats et la fonction publique à l'heure de la rigueur vidéo
L'intelligence sociale, source de performance durable vidéo
Nouveaux enjeux de la relation clients-usagers vidéo

AGENDA

Quelle fonction publique territoriale pour le nouvel acte de décentralisation ?
Colloque du CNFPT - Palais du Luxembourg, le 25 septembre 2012
Programme et inscription

6ème Université de la Fonction Publique Territoriale - Les collectivités territoriales et l'innovation : évolution ou révolution(s) ?
Aix-en-Provence , 4 et 5 octobre 2012
Programme et inscription

Valeur et performance de la fonction RH dans les services publics
Colloque de l'ADRHGCT – Paris, le 24 octobre 2012
Programme et inscription

La tyrannie de l'immédiateté
Mercredi de l'INET à Paris, le 28 novembre 2012
Programme et inscription

ets LE RENDEZ-VOUS DES MANAGERS TERRITORIAUX — DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL : ÉCO-DÉFIS ET CYBER ENJEUX

Administrer autrement : pourquoi ?
Entretiens territoriaux de Strasbourg, 5 décembre 2012

C.T. innovante cherche S.I. performant pour mariage durable
Entretiens territoriaux de Strasbourg, 5 décembre 2012

Cyber-enjeux territoriaux : évolution ou révolution pour les agents ?
Entretiens territoriaux de Strasbourg, 5 décembre 2012

Le management public des territoires
Entretiens territoriaux de Strasbourg, 5 décembre 2012

Nouvel acte de décentralisation : anticiper les changements
Avec la présence exceptionnelle de Marilyse LEBRANCHU, Ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.
Entretiens territoriaux de Strasbourg, 5 décembre 2012

Agents et TIC : jouer perso ou collectif ?
Entretiens territoriaux de Strasbourg, 6 décembre 2012

Au bureau comme chez soi : que change le télétravail ?
Entretiens territoriaux de Strasbourg, 6 décembre 2012

MANAGEMENT

Décisions absurdes : comment les éviter

Près de dix ans après son premier ouvrage, paru en 2002, Christian Morel reprend son enquête où il l'avait laissée et se penche sur l'émergence, au tournant des années 2000, dans des univers à haut risque, de dynamiques cognitives collectives visant à favoriser la décision éclairée. Le résultat de ses recherches, Les décisions absurdes II, se présente comme un digne successeur des Décisions absurdes. Renouant avec une marque de fabrique qui a fait ses preuves et contribué au succès de ses précédents ouvrages, son analyse est ponctuée d'une multitude d'exemples concrets aussi variés que surprenants.
Vidéo sur Xerfi Canal

La Génération Y est un mythe

Lettre du cadre, n° 447, 15 juillet 2012, p. 30-31
La « Génération Y » fait un carton au box-office des nouveaux concepts du management. Et si, en réalité, elle n'existait pas ? Et si, en vérité, elle avait été inventée par des consultants pour les besoins de managers en perte de repères ? C'est ce qu'affirme Jean Pralong aux termes d'une étude. Le « péril jeune » n'est pas aux portes du travail.
Etude de Jean Pralong

Faire face à l'élu chef de service

Lettre du cadre, n° 447, 15 juillet 2012, p. 36-37
De nombreux ouvrages et articles traitent régulièrement de la relation maire-DGS, mais il en existe d'autres, notamment celle qui unit l'encadrement et les élus de secteur. Cette relation, très spécifique repose sur un lien fragile entre la légitimité élective de l'élu et la compétence professionnelle du fonctionnaire. La dichotomie n'est pas sans obstacle et peut engager quelques sources de distensions entre élus et fonctionnaires, celui qui a le pouvoir de décision n'ayant pas nécessairement l'expertise, et viceversa.

« Un véritable déficit de sens du management »

Lettre du cadre, n° 446, 1er juillet 2012, p. 38-39
Annie Bartoli, docteur d'État ès Sciences de gestion, cosigne la préface de l'ouvrage « La crise du management public. Comment conduire le changement ? » de Sylvie Trosa (De Boeck, 2012). Cette spécialiste du management public nous livre son diagnostic.

POLITIQUE ET STRATÉGIE RH

Les conditions d'intégration des agents dans les communautés

En partenariat avec l'AdCF, le CNFPT a réalisé une étude sur la façon dont les agents ont perçu les changements issus de l'intégration d'une communauté. Ce rapport porte sur le contexte d'intégration des agents, l'évolution des processus de travail et du rapport à l'environnement, ainsi que sur l'identité professionnelle et les perspectives d'évolution évoquées.

CNFPT – Observatoire, 6 juillet 2012

Egalité professionnelle et perception des discriminations parmi les employés de la Ville de Paris

L'Ined a réalisé une enquête sur "l'égalité professionnelle et perception des discriminations" à la Ville de Paris. Cette initiative s'est inscrite dans un programme sur la méthodologie de suivi des carrières et d'observation des discriminations dans les entreprises publiques et privées. L'enquête qui porte sur un échantillon de près de 4 500 agents, a été soutenue et accompagnée par les services de la Ville de Paris.

INED, 30 juin 2012

Comment traduire une politique de diversité dans ses recrutements ?

L'atelier d'échanges public/privé de l'école de la GRH du 10 juillet 2012 avait pour thème la diversité dans le recrutement. Il était animé conjointement par les responsables du Bureau de l'expertise Internationale, de la prospective et de connaissance sur les politique RH de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique et Laurence de Ré-Vannière, Directrice de projets chez Entreprise et Personnel…

Ministère de la Fonction Publique, 11 juillet 2012

Emplois de direction : des précisions sur l'application des "quotas" pour les femmes

A partir du 1er janvier 2013, les employeurs des trois fonctions publiques (seulement les plus grands d'entre eux dans la fonction publique territoriale) vont devoir respecter des objectifs chiffrés, afin d'améliorer la place des femmes parmi les hauts fonctionnaires. Les nouvelles nominations devront concerner au moins 20% de femmes.

Localtis.info, 29 août 2012

Circulaire du 20 août 2012

L'égalité hommes-femmes

Le Premier ministre a publié, le 24 août 2012, deux circulaires visant à améliorer la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'action publique.

Circulaire du 23 août 2012 relative à la prise en compte dans la préparation des textes législatifs et réglementaires de leur impact en termes d'égalité entre les femmes et les hommes

Circulaire du 23 août 2012 relative à la mise en oeuvre de la politique interministérielle en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Administrateurs : le tour extérieur est sur les rails

Lettre du cadre, n° 447, 15 juillet 2012, p.14-19

L'outillage pour le futur dispositif de promotion interne au grade d'administrateur par voie d'examen professionnel est aujourd'hui intégralement dévoilé après l'avis du Conseil supérieur de la FPT sur le projet de décret. Revue de détail rétrospective et prospective, avant une mise en oeuvre en 2014 si tout va bien.

Trajectoires : la lettre de la fonction publique

N ° 13, juin-juillet 2012

FORMATION - CONCOURS

Comment les syndicats se préparent à l'échéance de 2014.

Gazette des Communes, n° 30, 6 août 2012, p. 56-57

La loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social, applicable en 2014, vise à améliorer le fonctionnement de la démocratie sociale territoriale. Eclairage, à mi-parcours, sur ses avancées et ses limites. Témoignages : Dijon et Villeurbanne.

FORMATION - CONCOURS

L'avenir des territoires passe par la formation continue.

Gazette des Communes, n° 30, 6 août 2012, p. 8-9

Trop d'étudiants sont formés dans les universités sur les questions territoriales, alors que l'avenir est à l'actualisation des connaissances et des compétences des personnes en poste. Entretien avec Laurent Davezies, professeur chercheur et expert en économie et en développement territorial et Bernard Dreyfus, professeur au CNAM et chargé de la licence « responsable de collectivités locales ».

GESTION DES EMPLOIS ET COMPÉTENCES

L'entretien professionnel

Le décret n° 2010-716 du 29 juin 2010 permet aux employeurs territoriaux - à titre expérimental jusqu'à cette année 2012 - d'apprécier la valeur professionnelle des agents de leurs collectivités au moyen de l'entretien professionnel en supprimant la notation. Dans ce cadre, CIG Grande Couronne a organisé une réunion d'information et de partage d'expériences de collectivités ayant expérimenté le dispositif.

CIG Grande Couronne, 12 juillet 2012

Loi "Sauvadet" : comment les collectivités préparent la titularisation de certains de leurs contractuels

Sous certaines conditions, la loi du 12 mars 2012 ouvre les portes de l'emploi titulaire à des agents en CDI ou à des contractuels employés sur des emplois permanents depuis plusieurs années dans la même collectivité. Comment les employeurs et les centres de gestion préparent-ils ce dossier sur lequel les attentes des agents sont fortes ?

Localtis.info, 1er août 2012

Le minimum de traitement bénéficie de la hausse du Smic, le point d'indice devrait rester gelé

Le décret venant aligner le minimum de traitement des fonctionnaires sur le Smic, lequel a été augmenté de 2% le 1er juillet, a été présenté ce 4 juillet en Conseil des ministres. Ce minimum de traitement est porté à l'indice majoré 308 (indice brut 244). Ce qui, précise le compte-rendu du Conseil, représente une rémunération mensuelle brute de 1.426,13 euros, soit une augmentation de 27,78 euros bruts mensuels (ou 333,38 euros bruts annuels).

Localtis.info, 4 juillet 2012

Absences pour raison de santé : une hausse qui se confirme en 2011

Les premières tendances chiffrées des absences pour raison de santé dans les Fonctions publiques territoriale et hospitalière, enregistrées par le Groupe Sofaxis sur l'année 2011, confirment la poursuite de la hausse constatée depuis 5 ans.

Etude sur les collectivités

Etude sur les établissements hospitaliers

Accueillir des collaborateurs venus du secteur privé.

Gazette des Communes, n° 31, 20 août 2012, p. 54-55

Rares il y a encore quelques années, les professionnels présentant une première expérience dans le secteur privé font désormais partie du paysage de la territoriale. L'intégration de ces agents un peu différents des autres mérite l'attention des collectivités.

SANTE ET SECURITÉ AU TRAVAIL

Enquête sur les rythmes de travail au bureau en aout

Dans les entreprises et administrations, le mois d'août au travail est souvent synonyme d'activité réduite. Un micro trottoir auprès de salariés parisiens permet d'en savoir plus sur les rythmes de travail pendant cette période particulière.

ANACT, 2 août 2012

Harcèlement moral et autres risques psychosociaux dans la fonction publique territoriale : environnement juridique, enjeux et anticipation

Anne Duriez

Territorial éditions, 2012 – 234 p.

L'ouvrage analyse l'environnement juridique du harcèlement moral et des autres risques psychosociaux dans la fonction publique territoriale. À ce titre, l'auteure apporte des précisions sur les réformes législatives et réglementaires, notamment celles du décret du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, intervenues suite au nouvel accord interprofessionnel du 20 novembre 2009 relatif à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique.

Ouvrages

Risques du travail, la santé négociée

Catherine Courtet, Michel Gollac

La Découverte, juin 2012 – 324 p.

Analyser la santé au travail, c'est analyser le travail et ses transformations, les déterminants organisationnels et managériaux de l'activité, les contraintes...› Lire la suite qui pèsent sur elle et les ressources mobilisées par les salariés. C'est aussi analyser les transformations historiques de l'identification, de l'objectivation (scientifique, médicale, statistique) et de la prise en charge des pathologies dont le lien avec le travail est avéré ou suspecté.

GESTION STATUTAIRE - RETRAITE

Articles

Délit de harcèlement sexuel : des nouveautés dans le statut de la fonction publique

La loi sur le harcèlement sexuel a été publiée au Journal officiel du 7 août. Elle adapte le statut de la fonction publique à la nouvelle définition du délit.

Localtis.info, 29 août 2012

Evaluation du cumul emploi retraite

La mission de l'IGAS s'inscrit dans le cadre d'une thématique consacrée aux dispositifs de transition entre l'activité et la retraite qui figure dans le programme d'activité de l'Inspection générale. S'appuyant sur les objectifs poursuivis par les politiques publiques en matière de retraite, le rapport est composé de quatre parties permettant : de décrire la réglementation applicable au cumul emploi retraite et son évolution ; de cerner le recours au cumul emploi retraite ; d'évaluer son impact pour l'équilibre financier des régimes de retraite ; de proposer des évolutions du dispositif…

Documentation Française/IGAS, 9 juillet 2012

Application de la réforme de la catégorie B aux rédacteurs territoriaux

Après les filières technique, police municipale, animation, sportive, culturelle (secteur patrimoine et bibliothèques et secteur enseignement artistique), ce sont les rédacteurs territoriaux qui sont concernés par la réforme de la catégorie B à compter du 1er août 2012.
Synthèse de l'application de la réforme de la catégorie B du CDG29

Nouvelles modalités de participation de l'employeur : les agents seront-ils gagnants ?

Les nouvelles règles de la participation des collectivités au financement de la mutuelle de leurs agents viennent de prendre une dimension vraiment opérationnelle ce 31 août. Les collectivités vont-elles s'en saisir pour répondre aux situations de précarité qui sont fréquentes chez les agents ? Ceux-ci tireront-ils avantage de la nouvelle donne ? Enquête.
Localtis.info, 31 août 2012

Retour partiel de la retraite à 60 ans : un impact limité chez les territoriaux

Entre 3.000 et 6.000 agents des fonctions publiques territoriale et hospitalière relevant de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) pourraient bénéficier, en 2013, de l'élargissement du droit au départ à la retraite à 60 ans ouvert par le décret du 2 juillet dernier réformant le droit à la retraite pour les carrières longues.
Localtis.info, 11 juillet 2012

Ouvrages

La déontologie des cadres publics pour un service public responsable

Coord. Par Jacky Simon
Scérén-CNDP, août 2012 - 199 p. (Collection profession cadre service public)
Ce recueil rappelle l'existence de règles précises figurant dans le statut général et les statuts particuliers des fonctions publiques d'État, territoriale ou hospitalière, mais aussi dans des chartes de déontologie. Pour tous les cadres qui doivent agir efficacement et équitablement, mais qui seraient fascinés par ce qu'il y a de plus contestable dans la sphère privée – notamment marchande et financière –, cet ouvrage met en exergue des règles de comportement qui font la spécificité et l'honneur de la sphère publique.

Textes de références et principales circulaires

Accès sur le Portail du Ministère de la fonction publique

Jurisprudence

Activité d'une entité économique employant des salariés de droit privé reprise par une personne publique gérant un service public administratif

Conseil d'État N° 335481 - 2012-06-27

Radiation des cadres pour abandon de poste

Conseil d'État N° 327248 - 2012-06-25

Contrat entaché d'irrégularité - Régularisation de la situation de l'agent

CAA Marseille N° 10MA01826 - 2012-05-09

Titularisation à l'issue de la période de stage : appréciation professionnelle de l'aptitude d'un agent

CAA Marseille N° 10MA02314 - 2012-05-09

La gravité des manquements de l'agent révélée tant par l'exercice d'une activité privée lucrative non autorisée par son employeur public

CAA Nantes N° 11NT00871 - 2012-05-14

S'abonner à la Lettre d'information Management & RH

Se désabonner